

# Conférence du désarmement

14 septembre 2016

Français

Original : anglais

---

## **Note verbale datée du 13 septembre 2016, adressée au Secrétaire général de la Conférence du désarmement par la Mission permanente de la République du Kazakhstan, transmettant le texte de la déclaration intitulée « La vision d’Astana : d’un brouillard radioactif à un monde sans armes nucléaires »**

La Mission permanente de la République du Kazakhstan auprès de l’Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève présente ses compliments au Secrétaire général de la Conférence du désarmement et a l’honneur de transmettre au secrétariat le texte de la déclaration intitulée « La vision d’Astana : d’un brouillard radioactif à un monde sans armes nucléaires », adoptée à Astana le 29 août 2016, lors de la Conférence internationale tenue sur le thème « Construire un monde sans armes nucléaires ».

La Mission permanente de la République du Kazakhstan prie le secrétariat de bien vouloir faire le nécessaire pour que le texte de la déclaration ci-joint soit publié et distribué en tant que document officiel de la Conférence du désarmement.

La Mission permanente de la République du Kazakhstan saisit cette occasion pour renouveler au secrétariat de la Conférence du désarmement l’assurance de sa très haute considération.

GE.16-15862 (F) 061016 071016



\* 1 6 1 5 8 6 2 \*

Merci de recycler



## **La vision d'Astana : d'un brouillard radioactif à un monde sans armes nucléaires**

Déclaration adoptée à Astana le 29 août 2016, lors de la Conférence internationale tenue sur le thème « Construire un monde sans armes nucléaires », organisée conjointement par le Parlement de la République du Kazakhstan, le Ministère des affaires étrangères de la République du Kazakhstan et les Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement.

Le 29 août 1991, il y a précisément vingt-cinq ans, le Président du Kazakhstan, Nursultan Nazarbayev, avec le soutien d'un mouvement populaire de la société civile opposé aux essais nucléaires, fermait le site d'expérimentations nucléaires de Semipalatinsk, première mesure de cette nature prise dans l'histoire mondiale du désarmement.

Les 456 explosions nucléaires réalisées par l'Union soviétique sur le site expérimental de Semipalatinsk, dans l'est du Kazakhstan, ont eu des conséquences catastrophiques sur la santé humaine et l'environnement, pour les générations actuelles et les générations à venir. L'héritage laissé par les essais nucléaires réalisés à travers le monde, que ce soit dans le Pacifique, en Asie, en Afrique du Nord ou en Amérique du Nord, l'expérience des bombardements atomiques d'Hiroshima et de Nagasaki, et les risques d'utilisation de l'arme nucléaire – qu'elle soit due à un accident, résulte d'une erreur ou soit intentionnelle – créent un impératif mondial, celui d'éliminer ces armes.

Nous saluons le rôle moteur qu'ont joué le Président Nazarbayev et le peuple du Kazakhstan, en renonçant volontairement au quatrième plus grand arsenal nucléaire mondial, en adhérant au Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (TICE), en instaurant une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, en lançant le projet ATOM qui vise à éduquer le monde aux dangers et aux conséquences à long terme des essais nucléaires, en faisant en sorte que l'Organisation des Nations Unies déclare le 29 août « Journée internationale contre les essais nucléaires », en soumettant le texte de la déclaration universelle pour un monde sans armes nucléaires, qui a été adoptée en 2015 par l'ONU, et en promouvant un manifeste intitulé « Le monde. Le XXI<sup>e</sup> siècle » pour mettre fin au fléau de la guerre.

Nous appuyons l'ambition affirmée dans le Manifeste que l'avènement d'un monde sans armes nucléaires soit l'objectif premier de l'humanité au XXI<sup>e</sup> siècle, un objectif qui devrait être atteint au plus tard au centième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, en 2045.

Nous félicitons les dirigeants du monde d'avoir pris des mesures, dans le cadre des Sommets sur la sécurité nucléaire et dans d'autres cadres d'action internationaux, pour éviter que des armes nucléaires ou leurs composants ne tombent entre les mains de terroristes. Toutefois, ces mêmes dirigeants devraient se joindre au Président Nazarbayev et accorder le même degré de priorité élevé au désarmement nucléaire.

Nous déplorons que la République populaire démocratique de Corée poursuive ses essais nucléaires, et nous exprimons notre préoccupation quant à la poursuite, par tous les États détenteurs d'armes nucléaires, de la modernisation de leurs armements nucléaires. Avec l'aggravation des tensions entre ces États, un incident militaire, qu'il soit fortuit ou délibéré, risquerait de précipiter le monde dans la spirale d'une confrontation nucléaire aux conséquences désastreuses.

Nous considérons qu'il incombe tout particulièrement aux parlements et aux législateurs du monde entier de continuer de promouvoir le désarmement et la non-prolifération nucléaires à l'échelle mondiale et d'adopter les instruments législatifs appropriés.

Nous félicitons le Kazakhstan pour son élection en tant que membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2017-2018. Nous sommes convaincus qu'il coopérera étroitement avec les autres membres du Conseil de sécurité en vue de prévenir la prolifération nucléaire et de promouvoir la paix et la sécurité d'un monde exempt d'armes nucléaires.

Nous appuyons l'initiative présentée lors de cette conférence, par le Président Nazarbayev, de décerner un prix international récompensant les contributions exceptionnelles au désarmement nucléaire et à l'avènement d'un monde sans armes nucléaires, ainsi que l'annonce de la tenue du Sommet d'Astana pour la paix en 2016.

Nous accueillons avec satisfaction les progrès accomplis dans le cadre du Groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer des propositions visant à faire avancer les négociations multilatérales sur le désarmement nucléaire, et nous exhortons les gouvernements du monde à faire plus encore.

Nous, législateurs, responsables religieux, représentants d'organisations internationales, universitaires, scientifiques, professionnels de santé, juristes, jeunes et autres représentants de la société civile, engageons spécifiquement les gouvernements :

1. À signer et ratifier le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, tout particulièrement s'il s'agit d'États qui détiennent des armes nucléaires, et s'ils ne l'ont pas encore fait, en soulignant la valeur symbolique de cette conférence, qui se déroule à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire de la fermeture du site d'expérimentation nucléaire de Semipalatinsk et du vingtième anniversaire de l'ouverture du TICE à la signature ;
2. À engager des négociations et des discussions de fond conformément au Plan d'action adopté lors de la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2010, et compte tenu de l'obligation universelle de négocier le désarmement nucléaire complet, qui a été affirmée en 1996 par la Cour internationale de Justice ;
3. À établir une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient, conformément à la décision prise lors de la Conférence d'examen et de prorogation du TNP de 1995, et à prier le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de promouvoir ce mandat ; et à établir d'autres zones exemptes d'armes nucléaires, notamment en Asie du Nord-Est, en Europe et dans l'Arctique ;
4. À réduire les risques d'utilisation des armes nucléaires en levant l'état d'alerte opérationnel sur toutes les forces nucléaires, en adoptant des politiques de non-recours en premier à ces armes et en s'abstenant de menacer d'utiliser des armes nucléaires ;
5. À mettre pleinement en œuvre l'ensemble des obligations, qui leur incombent au titre des traités et du droit coutumier, d'éliminer toutes les armes nucléaires ;
6. À ouvrir en 2017 des négociations multilatérales afin d'interdire et d'éliminer les armes nucléaires ;
7. À appuyer les mesures provisoires prises par le Conseil de sécurité de l'ONU concernant le désarmement nucléaire, y compris l'interdiction des essais nucléaires et du ciblage de zones densément peuplées par des armes nucléaires ;

8. À continuer d'élaborer les méthodes et mécanismes permettant de vérifier et de faire appliquer le désarmement nucléaire mondial, notamment en participant au Partenariat international pour la vérification du désarmement nucléaire ;

9. À éliminer le rôle de la dissuasion nucléaire dans les doctrines de sécurité et à régler les conflits internationaux par la voie de la diplomatie, du droit, des mécanismes régionaux, de l'Organisation des Nations Unies et d'autres moyens pacifiques ;

10. À inviter tous les États dotés d'armes nucléaires à réduire fortement leurs stocks d'armes nucléaires dans l'optique de les éliminer complètement le plus tôt possible, mais au plus tard à la date du centième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

Nous sommes prêts à appuyer les gouvernements et à coopérer avec eux à l'élimination des armes nucléaires. La coopération entre les différentes entités qui participent à cette conférence internationale offre une tribune pour donner forme au mouvement mondial en faveur du désarmement nucléaire.

Profondément inquiets pour l'avenir de toute l'humanité, et encouragés par l'exemple que donne le Kazakhstan dans le domaine du désarmement nucléaire, nous affirmons qu'il est possible et nécessaire, de notre vivant, d'instaurer la paix et la sécurité par l'avènement d'un monde sans armes nucléaires.

---